



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 juillet 2000
Français
Original: anglais

Rapport du Secrétaire général sur l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental

(pour la période du 27 janvier au 26 juillet 2000)

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 25 octobre 1999, par laquelle le Conseil a décidé de créer l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Au paragraphe 18 de cette résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de lui soumettre un rapport dans les trois mois de l'adoption de la résolution et, par la suite, tous les six mois. Le présent rapport couvre les activités de l'Administration transitoire et l'évolution de la situation au Timor oriental depuis la présentation du dernier rapport, le 26 janvier 2000. Au cours de cette période, le Conseil a été informé en séance publique à cinq occasions de l'évolution de la situation (voir S/PV.4097, S/PV.4114, S/PV.4133, S/PV.4147 et S/PV.4165). Les questions traitées lors de ces séances seront simplement résumées ici. Dix-sept règlements promulgués par l'ATNUTO seront publiés en additif au présent rapport.

II. Transition politique

2. Le Conseil consultatif national de 15 membres créé en décembre 1999 a joué un rôle crucial, étant donné que c'est principalement par son intermédiaire que les Est-Timorais ont pu participer au processus de prise de décisions de l'Administration transitoire. Toutefois, il est devenu progressivement manifeste que sa composition devait être élargie de façon à permettre une plus large participation au processus. Après d'intenses consultations, un Conseil national a été créé le 14 juillet afin de remplacer le Conseil consultatif

national. Il sera composé de 33 membres nommés par l'Administrateur, tous timorais, et répartis comme suit : un représentant de chacun des 13 districts, sept représentants des partis politiques regroupés au sein du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT), trois représentants d'autres partis et un représentant des jeunes, des étudiants, des organisations non gouvernementales, des professions libérales, des agriculteurs, des salariés, du patronat, de l'Église catholique, de l'Église protestante et de la communauté musulmane. Les consultations concernant le choix des membres du Conseil sont en cours.

3. Dans le même temps, l'Administration transitoire s'est réorganisée afin de ressembler davantage au futur gouvernement et de permettre une plus grande participation directe des Timorais, qui assument de ce fait une plus grande part de la responsabilité politique. Huit ministères ont été créés : administration intérieure, infrastructure, affaires économiques, affaires sociales, finances, justice, police et services d'urgence, et affaires politiques. Les quatre premiers portefeuilles ministériels ont été confiés à des Est-Timorais et les quatre autres à de hauts responsables de l'Administration transitoire. Ces huit membres, qui ont prêté serment les 15 et 17 juillet, constituent un gouvernement présidé par le Représentant spécial du Secrétaire général, et chargé d'élaborer la politique générale ainsi que de recommander des règlements et directives pour examen par le Conseil national. Le Représentant spécial du Secrétaire général reste, en tant qu'Administrateur transitoire, pleinement responsable, conformément à la résolution 1272 (1999) du Conseil.

4. Jusqu'à la création de l'Administration transitoire, le Timor oriental n'avait jamais connu d'activité politique libre et démocratique. Depuis, le Conseil national de la résistance timoraise et les partis qui le composent ont joué un rôle actif et de nouvelles organisations politiques sont apparues. Le Parti socialiste du Timor oriental, le Parti travailliste, le Conseil populaire de défense de la République démocratique du Timor oriental (CPD-RDTL) et le Parti démocrate chrétien uni ont ouvert des bureaux et organisé des manifestations ainsi que d'autres réunions politiques. Le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental (FRETILIN), qui est le principal parti membre du CNRT, a organisé une série de conférences régionales qui ont débouché sur une conférence nationale à Dili en mai.

5. Il y a malheureusement eu plusieurs cas troublants d'intimidation à l'encontre de groupes et de partis n'appartenant pas au CNRT. Le CPD-RDTL, groupe composé de dissidents du FRETILIN, a parfois dû faire face à une opposition violente du CNRT, en particulier dans la région de Suai. En juin, des inconnus ont détruit le bureau de Dili du Conseil étudiant de solidarité qui était, avant la consultation populaire, l'un des groupes les plus favorables à l'indépendance du Timor oriental. En mars, des employés de la radio catholique Timor Kmanek ont été menacés de mort si la radio traitait de questions politiques dans ses émissions. Les minorités ethniques et religieuses ont également été la cible de harcèlement et d'intimidation. Le 8 juin, les églises protestantes d'Ermera et d'Aileu ont été incendiées. Par ailleurs, la mosquée de Dili a été attaquée à plusieurs reprises et la population chinoise a été menacée et harcelée.

6. Afin de lutter contre ces tendances et de préparer la population à des élections démocratiques, l'Administration transitoire a lancé un programme intitulé « L'avenir de la démocratie au Timor oriental » ciblé sur de nombreuses couches différentes de la société, et dont le but est d'encourager l'éducation civique, l'élaboration d'une constitution, l'état de droit et l'éducation politique. Elle a également diffusé des informations sur les droits de l'homme par l'intermédiaire de sa police et de ses organisations non gouvernementales et travaille avec des dirigeants communautaires locaux pour créer dans le pays une culture de tolérance.

7. Outre ces efforts particuliers, l'Administration transitoire a encouragé la liberté d'information et les

échanges d'idées en appuyant les médias locaux (deux journaux et deux revues) comme dans le cadre de ses propres activités (radio, émissions télévisées d'une durée limitée, bulletins d'information bimensuels), et en offrant des possibilités de formation aux Timorais.

III. Relations avec l'Indonésie

8. La normalisation des relations entre l'Indonésie et le Timor oriental a progressé de manière satisfaisante. Le Président Wahid s'est rendu à Dili le 29 février et y a été chaleureusement reçu. À cette occasion, des accords ont été conclus concernant la promotion du commerce et les communications, la création de bureaux de représentation et la possibilité pour les Est-Timorais de continuer à avoir accès aux établissements scolaires indonésiens. Un accord a également été conclu concernant la mise en place d'un régime frontalier afin de faciliter la circulation des personnes et des biens entre l'enclave d'Oecussi et le reste du Timor oriental, ainsi que les échanges transfrontières.

9. Le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Sergio Vieira de Mello, s'est rendu deux fois à Jakarta depuis lors et M. Xanana Gusmão, Président du CNRT, a rencontré à Jakarta le 28 avril le Président Wahid et de hauts responsables du Gouvernement afin de renforcer les relations bilatérales.

10. Le 6 avril, l'Indonésie et l'Administration transitoire ont conclu un mémorandum d'accord sur la coopération dans les domaines juridique, judiciaire et des droits de l'homme. Conformément à ce mémorandum, l'Administration transitoire a aidé les autorités indonésiennes à identifier et à poursuivre les responsables de violations des droits de l'homme au Timor oriental en 1999. À cet effet, elle a recherché et entendu des témoins et communiqué les informations recueillies aux autorités indonésiennes.

11. Le 5 juillet, un accord a été conclu en vue de la création d'une commission frontalière mixte chargée de traiter toutes les affaires transfrontières. Il reste encore en particulier à définir les conditions de transit entre l'enclave d'Oecussi et le reste du Timor oriental, essentiel pour l'avenir d'Oecussi, ainsi que le versement des pensions aux anciens salariés qui souhaitent résider au Timor oriental. Le règlement rapide de cette question inciterait de nombreux réfugiés à rentrer chez eux.

12. L'Administration transitoire a ouvert des bureaux à Jakarta et à Kupang, tandis que l'Indonésie dispose

d'une mission au Timor oriental. Le bureau de Kupang a participé à la coordination de l'assistance fournie au mois de mai par l'Administration transitoire aux victimes des inondations des deux côtés de la frontière séparant le Timor oriental du Timor occidental. Il a collaboré étroitement avec le Haut Commissariat pour les réfugiés à des initiatives destinées à favoriser la réconciliation de la population ainsi que le retour des réfugiés qui se trouvent toujours au Timor occidental et à Java.

IV. Réfugiés

13. Plus de 167 000 réfugiés sont revenus d'Indonésie, principalement du Timor occidental. Les efforts de rapatriement sont coordonnés par le HCR, alors que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) organise leur voyage de retour. Ceux-ci n'ont été marqués que par quelques incidents et la réinsertion des réfugiés dans leur communauté d'origine s'est généralement déroulée sans problème.

14. L'Administration transitoire a fourni un appui politique au HCR en encourageant la réconciliation et en préparant les communautés du Timor oriental au retour des réfugiés qui étaient opposés à l'indépendance. À cet effet, elle a eu des entretiens avec des organisations locales et, fréquemment, des représentants de l'Église et a organisé des visites de certains chefs de milices au Timor oriental afin qu'ils sachent à quoi s'attendre lorsqu'ils y retourneraient avec leurs partisans.

15. Le Gouverneur du Timor occidental, M. Piet Tallo, s'est rendu au Timor oriental le 8 juin et a rencontré M. Vieira de Mello et M. Xanana Gusmão ainsi que d'autres dirigeants Est-Timorais. Les 9 et 10 juin, l'évêque de Baucau, Mgr Basilio Nascimento, s'est rendu au Timor occidental.

16. En dépit de ces efforts, entre 85 000 et 120 000 réfugiés selon les estimations seraient toujours dans des camps au Timor occidental où les milices opposées à l'indépendance continuent d'exercer une grande influence et d'empêcher par l'intimidation et la violence le HCR d'agir librement. De ce fait, l'important projet prévu par le HCR, consistant à enregistrer les réfugiés et à déterminer s'ils souhaitaient retourner chez eux ou être réinstallés ailleurs, a été plusieurs fois retardé et a dû être reporté indéfiniment au début de ce mois en

raison des attaques menées par des membres des milices contre des employés du Haut Commissariat.

17. Le Haut Commissariat s'est efforcé avec encore plus d'énergie de persuader les autorités indonésiennes d'assumer leurs obligations et d'appliquer les engagements pris, à savoir permettre le libre accès aux réfugiés, assurer la sécurité du personnel des organisations humanitaires et séparer les anciens membres des forces armées et de la police ainsi que les anciens fonctionnaires des autres réfugiés. En cas contraire, le HCR sera peut-être contraint de se retirer de certains camps, voire tous les camps.

V. Gouvernance et administration publique

Fonction publique

18. L'ATNUTO a continué de mettre en place les structures administratives de base. Elle a notamment établi un cadre juridique, une capacité financière centrale et la structure de la fonction publique, l'objectif étant de transférer les fonctions administratives à une administration timoraise solide. Le processus de recrutement de fonctionnaires timorais est ouvert : il repose sur une sélection par concours et au mérite, sous la supervision de la Commission de la fonction publique.

19. L'administration timoraise comprend actuellement 5 275 fonctionnaires, y compris les enseignants et auxiliaires de santé titulaires de contrats temporaires. Le recrutement de personnel permanent a commencé en juillet, l'Académie de la fonction publique ayant été inaugurée le 8 mai. En coopération avec l'ATNUTO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) élabore actuellement un projet d'ensemble, dont le coût sera d'environ 30 millions de dollars, pour renforcer les capacités dans le domaine de la gouvernance et de l'administration publique. Au cours du deuxième semestre de l'année en cours, le PNUD, en collaboration avec l'Institut national portugais d'administration publique, organisera, à l'intention de 210 personnes occupant des postes de responsabilité, des cours consacrés à la mondialisation, aux questions constitutionnelles, à l'élaboration et à l'exécution de projets et aux questions d'éthique. L'ATNUTO, en liaison avec le CNRT et les donateurs, s'emploie à mettre en place un programme de formation à la diplomatie; le

premier stage de formation, qui s'adresse à 50 étudiants, commencera le 31 juillet.

Finances publiques

20. Au cours de la période considérée, l'ATNUTO a créé l'Autorité budgétaire centrale et le Bureau central des paiements. Le recrutement de personnel timorais a commencé. Avec une aide de la Banque asiatique de développement, une formation spécialisée lui sera dispensée. Le Trésor public a été créé au sein de l'Autorité budgétaire centrale; il a pour tâche d'exécuter le budget et est notamment responsable des dépenses, du contrôle et du suivi. L'Administration fiscale a été créée et un régime fiscal, qui comprend une taxe sur les services de restauration, d'hôtellerie, de télécommunications et de location de voitures, a été institué.

21. Le budget consolidé pour l'exercice 2000/01 et le projet de budget pour l'exercice biennal suivant ont été présentés en juin, à Lisbonne, aux donateurs, qui les ont favorablement accueillis. Les prévisions de dépenses de fonctionnement s'établissent à 43 630 000 dollars et celles relatives aux dépenses d'équipement à 15,6 millions de dollars. Pour financer ce budget, il faudra prélever un montant supplémentaire de 16 millions de dollars sur le fonds d'affectation spéciale de l'ATNUTO. À l'heure actuelle, les contributions versées à ce fonds s'établissent à environ 28,5 millions de dollars.

22. Les dépenses publiques financées à l'aide du fonds d'affectation spéciale ont été limitées au cours des premiers mois de la mission pour diverses raisons – délais normaux de planification des programmes, financement de programmes de secours par d'autres organismes, problèmes inhérents à l'achat de certaines marchandises ou à la prestation de certains services et capacité limitée des installations portuaires et des entrepôts. Ces obstacles ont pour la plupart été surmontés. Les décaissements du fonds d'affectation spéciale, qui totalisent à ce jour un peu plus de 3 millions de dollars, ont servi à financer les traitements des fonctionnaires, des projets à impact rapide, de petites dépenses d'équipement et divers services. Un montant supplémentaire de 7,9 millions de dollars a été engagé pour l'achat de mobilier et de matériel destiné aux départements de la santé, de l'éducation et des affaires sociales.

23. L'exploitation des ressources pétrolières dans la région de la passe de Timor, dans la mer du Timor, constitue une source de revenus pour le Timor oriental. Début février, l'ATNUTO a conclu un mémorandum d'accord avec l'Australie afin que l'exploitation commerciale de la passe de Timor se poursuive sans heurt. Aux termes de cet accord, l'ATNUTO, agissant au nom du Timor oriental, a confirmé les termes du Traité conclu entre l'Australie et la République indonésienne au sujet de la zone de coopération située entre l'ex-province indonésienne du Timor oriental et l'Australie du Nord (Traité sur la passe de Timor). Ce mémorandum d'accord a été conclu sans préjudice de la position que pourrait adopter le futur gouvernement d'un Timor oriental indépendant. En consultation avec les dirigeants du Timor oriental, l'ATNUTO a établi un contact avec le Gouvernement australien en vue d'élaborer un nouveau régime juridique qui entrerait en vigueur à l'indépendance.

Économie

24. L'effondrement tant du secteur public que du secteur privé à la suite des violences de l'année écoulée, conjugué à des destructions massives, a eu un effet dévastateur sur l'économie. On estime qu'en 1999, le produit intérieur brut (PIB) a diminué de 38 %. Le taux de chômage est monté en flèche, en particulier dans les zones urbaines. Le prix du carburant et d'autres produits de première nécessité ont flambé, ce qui s'explique en partie par la suppression des subventions. L'ATNUTO s'efforce de normaliser le commerce frontalier avec le Timor occidental afin d'améliorer l'approvisionnement en produits de première nécessité.

25. Afin de pouvoir distribuer rapidement des secours et de commencer à réparer les infrastructures, des projets à impact rapide ont été exécutés dans tout le pays. Dans le cadre de projets encadrés par l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), 30 000 personnes ont été employées, ce qui a permis d'injecter 3,5 millions de dollars dans l'économie locale. L'Agence japonaise de coopération internationale et l'Agence australienne de développement international (AusAID) ont financé, à hauteur de 1,3 million de dollars, des projets de reconstruction (remise en état de routes essentiellement) qui ont également créé des emplois temporaires. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Timor oriental et plusieurs organismes des Nations Unies ont engagé des dépenses de plus d'un million de

dollars au titre de programmes qui ont employé 5 350 personnes. Alors que ces programmes arrivent à leur terme, il incombera de plus en plus au secteur privé de créer des emplois.

26. L'activité commerciale a connu une croissance modérée. À la fin du mois de juin, 2 696 entreprises privées avaient été recensées, dont 70 % appartenaient aux milieux d'affaires. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Timor oriental, administré par la Banque mondiale, a mis en place un programme de prêts aux petites entreprises pour aider celles-ci à se relever rapidement. Au cours des deux prochaines années, ce fonds consentira des prêts pouvant atteindre un montant total de 10 millions de dollars. Un montant de 4 millions de dollars est actuellement décaissé au titre de la première tranche. L'ATNUTO a créé un groupe chargé de la promotion des investissements pour aider les investisseurs étrangers.

27. Quelque 80 % de la population vivent de l'agriculture. Ce secteur a connu un essor assez important au cours du premier semestre de l'année en cours, grâce à une bonne récolte de café et à une forte demande intérieure. Il est prévu d'allouer des fonds publics au relèvement des zones rurales et à l'atténuation de la pauvreté dans ces zones et à l'appui d'initiatives visant à créer à moyen terme, les conditions qui permettront d'obtenir des gains de productivité à l'avenir. En mai, un règlement interdisant l'exploitation forestière et l'exportation de bois du Timor oriental a été promulgué, afin de mettre un terme aux dommages résultant de l'exploitation incontrôlée des forêts. On a commencé à mettre sur pied des projets visant à protéger et à préserver les ressources en eau existantes grâce à des programmes d'aménagement des bassins versants gérés par les communautés.

28. Le Timor oriental a hérité d'un régime foncier complexe et souvent incohérent, qui fait régner l'incertitude et donne lieu à de nombreux différends. L'ATNUTO s'apprête à mettre en place une Commission des terres et des biens fonciers afin de rétablir un service du cadastre; de résoudre les différends par la médiation, l'arbitrage et, le cas échéant, des décisions judiciaires, et d'attribuer les biens publics et privés abandonnés. Des fonctionnaires de l'ATNUTO jouent actuellement le rôle de médiateurs en vue de résoudre deux différends complexes portant sur des biens fonciers dans les districts de Viqueque et Baucau.

Infrastructures

29. Une longue saison des pluies et une utilisation intensive par la Force internationale au Timor oriental (INTERFET) et l'ATNUTO ont fortement endommagé le réseau routier, qui n'était déjà pas en bon état. Plusieurs grandes artères sont restées fermées en avril et en mai en raison de glissements de terrain et de l'effondrement de ponts. En février, une mission menée par la Banque asiatique de développement a approuvé une stratégie en vue de remettre en état d'urgence le réseau routier, de rétablir le fonctionnement normal des services publics chargés des réparations d'urgence et de l'entretien courant et périodique des routes, et de réaliser un programme d'équipement portant sur la remise en état et le renforcement des chaussées. Les ressources nécessaires ont été mobilisées début juin.

30. Le port de Dili est saturé; des travaux de modernisation, d'un montant approximatif de 7 millions de dollars, sont actuellement en cours et devraient permettre d'accroître sa capacité. Le Japon va fournir des instruments de navigation d'une valeur de 2,6 millions de dollars. Les aéroports de Dili et de Baucau ont subi de graves dommages en raison du manque d'entretien, des destructions, des vols de matériel et d'une utilisation intensive au cours des derniers mois. Des travaux de réparation d'urgence des pistes sont en cours à Dili.

31. Avec une aide du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des efforts considérables ont été déployés en vue de rétablir le courant électrique à Dili et dans les villages voisins. Toutefois, beaucoup reste à faire et les coupures de courant restent fréquentes. Le PNUD doit remettre en état 13 des centres de distribution ruraux, avec un financement du Japon qui doit également financer l'entretien d'une centrale électrique à Dili. Le Portugal finance la remise en état de quatre centres de distribution régionaux. Un projet d'assistance technique, dirigé par la Banque asiatique de développement, doit aider à mettre en place un système tarifaire, l'installation de compteurs, un système comptable et un système de gestion financière.

32. Dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, travaillant en liaison avec les administrations locales au niveau des districts, ont fourni l'essentiel de l'assistance, notamment du matériel, de l'outillage et du personnel pour effectuer les réparations d'urgence. Aucune épidémie et aucune

grave pénurie d'eau ne sont à signaler. En mai, la distribution d'eau avait été partiellement restaurée dans les 13 principaux districts du Timor oriental.

33. Le système de télécommunications présente de graves faiblesses. Il existe une couverture limitée par téléphone cellulaire à Dili et dans certains quartiers de Baucau et de Suai. Par ailleurs, une société privée assurée, à titre temporaire, des liaisons téléphoniques par câble à Dili. Les postes du Timor oriental, qui ont démarré leurs activités fin avril, offrent des services internationaux via Darwin et des services nationaux entre Dili et Baucau.

34. Le 21 février, la Banque mondiale et l'ATNUTO ont conclu un accord de prêt pour financer un projet d'autonomisation des communautés – qui comprend un appui au relèvement, aux activités génératrices de revenus, au renforcement des capacités dans les sous-districts et dans les villages, y compris l'élection de représentants – afin de leur permettre de déterminer leurs priorités et de gérer les projets qu'elles ont choisis. Le projet comprend trois volets principaux – prêts à des communautés par l'intermédiaire de conseils communautaires locaux, un projet relatif au patrimoine culturel et un fonds pour le développement de la société civile. Plus de 340 conseils ont été constitués et plus de 70 animateurs ont été formés et déployés dans neuf districts. Le coût total du projet, dont la durée est de deux ans et demi, s'élève à 21,5 millions de dollars.

Éducation

35. La grande majorité des enfants et des enseignants du primaire ont repris les classes fin avril. Environ 200 000 élèves fréquenteront l'école pendant la prochaine année scolaire. Des examens ont été organisés en mai en vue de recruter 4 740 instituteurs, qui auront le statut de fonctionnaires. Toutefois, il leur faudra exercer leur profession dans des conditions très difficiles. Les fournitures scolaires sont insuffisantes. Actuellement, la plupart des enseignants ne touchent, en attendant leur recrutement, qu'une faible allocation complétée, depuis décembre 1999, par une ration de riz que leur distribue le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

36. Nombre d'écoles se trouvent dans des bâtiments précaires qui doivent être démolis. L'ATNUTO et la Banque mondiale ont conclu un projet d'un montant de

13,9 millions de dollars pour financer un programme de reconstruction. La première étape porte sur la réparation de 2 100 classes d'écoles primaires et secondaires, l'achat de mobilier, de livres et d'autres matériels d'enseignement. De nouvelles écoles seront ensuite construites pour remplacer certaines de celles qui doivent être démolies. Le projet comprendra un troisième volet relatif à l'élaboration de politiques, dans le cadre duquel des analyses seront effectuées et des solutions proposées pour le futur système d'éducation nationale. Il est aussi prévu d'améliorer la qualité de l'enseignement en formant les enseignants et en renforçant les conseils scolaires locaux. L'ATNUTO, l'UNICEF et le CNRT offrent des cours intensifs de préparation pour les enseignants dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, et le Portugal dispense des cours de formation plus complets, qui devraient permettre de former 750 enseignants pendant l'année en cours, puis espère-t-on, 2 500 l'année prochaine.

37. Le Japon, la Fondation Ford et Caritas Norvège ont entrepris d'aider les étudiants est-timorais qui fréquentaient des universités indonésiennes à y retourner afin d'achever leurs études. Une liste de 989 étudiants a été communiquée au Ministère de l'éducation indonésien, pour qu'il la retransmette à tous les organismes compétents. Des bourses sont également versées à 500 étudiants du Timor oriental qui fréquentent déjà des universités indonésiennes. L'Indonésie a donné l'assurance qu'elle continuerait de verser des bourses aux 162 étudiants du Timor oriental qui sont en dernière année. Des candidats sont actuellement interviewés pour occuper des postes d'enseignant à l'Université nationale du Timor oriental, qui doit réouvrir ses portes en octobre.

Santé

38. Du fait de l'effondrement du système public de soins de santé, les organisations non gouvernementales, financées par un certain nombre de donateurs et coordonnées par l'entremise de l'ATNUTO, sont devenues les principaux prestataires de services de santé. Dans chaque district, une organisation chef de file a été chargée d'appliquer la politique et les programmes nationaux. Une campagne nationale de lutte contre la tuberculose a été entreprise dans 9 des 13 districts où sont soignés plus de 1 500 patients. Par ailleurs, une campagne de lutte contre le paludisme a été lancée.

39. Les violences qui ont suivi le référendum ont causé des dommages à 77 % des dispensaires. Depuis le mois de janvier, 80 établissements de soins ont été ouverts et il existe un certain nombre de dispensaires mobiles. Toutefois, on ne compte pour tout le pays que 23 médecins timorais. La mise sur pied d'un véritable service de santé timorais prendra donc un certain temps. En ce qui concerne le personnel infirmier, qui, lui, ne manque pas, il faudra mettre l'accent sur la formation.

40. En avril, une mission organisée par plusieurs donateurs a défini une stratégie destinée à opérer à court terme la transition entre la phase d'urgence et une approche plus systématique des prestations sanitaires. La mission a mis au point un programme intégré à l'échelon du secteur qui sera financé par l'entremise du Fonds d'affectation spéciale administré par la Banque mondiale, du Fonds d'affectation spéciale de l'ATNUTO et d'initiatives bilatérales. En juin, l'ATNUTO et la Banque mondiale sont convenues d'un programme de rénovation et de développement du secteur de la santé d'un montant de 12,7 millions de dollars des États-Unis qui devra répondre aux besoins de santé les plus pressants et permettre de concevoir à plus long terme un système de santé approprié. Des organismes des Nations Unies, en particulier l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), fourniront un appui technique et d'autres contributions audit programme. L'Office humanitaire de la Communauté européenne continuera de fournir un soutien.

Maintien de l'ordre

41. Dans l'ensemble, la situation au Timor oriental est demeurée stable. On a cependant relevé une augmentation notable des infractions mineures contre les personnes et les biens, qui est imputable en bonne part à l'augmentation rapide du coût de la vie, au chômage et à une urbanisation rapide et non planifiée. Le nombre d'agressions signalées est passé de 49 en janvier à 86 en juin, et celui des vols de 25 à 45. Des troubles sporadiques ont éclaté à Dili, les plus graves s'étant déroulés le 30 avril lorsqu'une bagarre mettant aux prises des groupes de jeunes dans un stade sportif s'est poursuivie sur le marché central tout proche et a continué pendant plusieurs heures; quatre personnes ont été blessées et il y a eu 18 arrestations. À la suite de cet

incident, la police a été autorisée à porter des armes de défense.

42. Le tribunal de Dili a tenu ses premières audiences en mai, suivi par le tribunal de Baucau à la fin de juin, puis par les tribunaux d'Oecussi et de Suai. Des juges ont été nommés dans ces quatre tribunaux. Dans les autres districts, pour venir à bout d'un arriéré d'environ 60 affaires, on aura recours à des arrangements temporaires, notamment en faisant appel à des juges et procureurs itinérants. Quelque 600 affaires, datant d'avant le référendum, sont toujours pendantes; on s'efforce de récupérer les dossiers, mais beaucoup de ceux-ci ont été détruits. Au total, 16 juges, 8 procureurs et 8 avocats de l'assistance judiciaire, tous d'origine est-timoraise, ont été nommés. À la fin du mois de juin, 10 autres juges et 4 procureurs ont été recrutés. Tous suivent des cours de formation permanente. Par ailleurs, 4 juges internationaux ont été nommés. Deux d'entre eux siégeront dans une chambre qui connaîtra d'affaires criminelles graves et deux siégeront à la Cour d'appel du Timor oriental. Ces juges et procureurs pourront également conseiller leurs collègues timorais.

43. Deux centres de détention ont été ouverts dans les districts de Dili et d'Ermera, deux autres centres étant prévus pour Baucau et Manatuto. Les centres sont gérés par un personnel international réduit dont le financement est assuré par une contribution de donateur, la police civile prêtant un certain concours. Quelque 58 Timorais ont été recrutés comme gardiens de prison; ils sont formés par le personnel international.

44. **Police** : depuis janvier, les effectifs de la police civile de l'ATNUTO sont passés de 400 à 1 270 policiers originaires des pays ci-après : Argentine (5), Australie (80), Autriche (10), Bangladesh (35), Bosnie-Herzégovine (12), Brésil (13), Canada (14), Cap-Vert (2), Chine (15), Égypte (10), Espagne (19), États-Unis d'Amérique (80), Fédération de Russie (3), Gambie (26), Ghana (91), Jordanie (219), Kenya (14), Mozambique (3), Namibie (9), Népal (47), Niger (21), Nigéria (51), Norvège (1), Nouvelle-Zélande (12), Pakistan (1), Philippines (105), Portugal (165), Royaume-Uni (14), Samoa (25), Sénégal (16), Singapour (40), Slovénie (2), Sri Lanka (30), Thaïlande (29), Turquie (18), Ukraine (8), Zambie (5) et Zimbabwe (20). Sont comprises dans cette énumération deux unités d'intervention rapide de 120 hommes chacune, fournies par la Jordanie et le Portugal.

45. Le premier groupe de cadets du nouveau service de police appelé Timor Lorosa'e Police Service est sorti de l'école professionnelle de police le 11 juillet. La formation de la deuxième promotion a commencé le 17 juillet. Actuellement, l'école peut recevoir 50 cadets pour une période de formation de 12 semaines. La constitution d'un corps de police s'avère donc extrêmement lente. Pour aller plus vite, il faudrait disposer d'un financement qui excède les capacités du budget actuel du Timor oriental. Le Groupe de police appelé Timor Lorosa'e Police Unit a été mis en place au quartier général de la police civile de l'ATNUTO pour faciliter l'engagement des Timorais aux postes occupés actuellement par le personnel international.

46. En matière de police, l'ATNUTO a adopté une approche fondée sur la communauté, qui l'amène à participer à des réunions locales de résolution de problèmes et à d'autres activités communautaires. Elle recourt fréquemment aux mécanismes traditionnels de règlement des différends.

47. L'ATNUTO continue de recevoir des rapports faisant état de violations des droits de l'homme commises dans la foulée du référendum. Un groupe d'enquête a été créé au sein du Groupe de défense des droits de l'homme pour examiner ces affaires. Dans ce contexte, on a procédé à environ 345 exhumations dans tout le Timor oriental depuis le 25 octobre 1999. On a recensé environ 40 autres emplacements de tombes, qui ont été marqués en attendant qu'on puisse procéder à l'exhumation des corps.

48. **Contrôle des frontières** : l'Unité de contrôle des frontières de l'ATNUTO effectue des contrôles au port et à l'aéroport de Dili, ainsi qu'aux deux points de passage de la frontière avec le Timor occidental. L'unité est chargée principalement du contrôle et de la surveillance des douanes, de l'immigration et de la quarantaine, ainsi que de la mise en place, de la formation et du développement du Service des frontières du Timor oriental. L'ATNUTO a renforcé les contrôles douaniers et les contrôles en matière d'immigration aux ports d'entrée et elle a perçu des recettes d'un montant de 2,4 millions de dollars. Plus de 2 000 titres de voyage provisoires ont été délivrés aux Est-Timorais qui souhaitent se rendre à l'étranger.

49. L'Unité de contrôle des frontières a reçu un appui de l'Australie, de la Finlande, du Portugal, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, qui ont mis à sa disposition des douaniers et des spécialistes de

l'immigration. Le Service des frontières du Timor oriental compte aujourd'hui 37 fonctionnaires internationaux et 147 fonctionnaires originaires du Timor oriental. À ce jour, 90 fonctionnaires timorais du Service des frontières ont suivi un cours de formation de base; tous bénéficient d'une formation en cours d'emploi.

Dotation en effectifs civils

50. Au 21 juillet, l'ATNUTO comptait 2 684 fonctionnaires civils, dont 1 886 étaient des agents locaux et 798 des fonctionnaires recrutés sur le plan international. Le besoin d'experts et d'administrateurs expérimentés continue de se faire sentir. L'ATNUTO manque d'experts, principalement dans les domaines suivants : questions foncières, douanes, statistiques, échanges et commerce, agriculture, justice et infrastructure. Le manque d'interprètes et de traducteurs qualifiés a constitué un obstacle de taille au travail de la mission.

VI. Sécurité

51. Un transfert progressif des responsabilités de la Force internationale au Timor oriental (INTERFET) à la composante militaire de l'ATNUTO a eu lieu pendant le mois de février. Depuis lors, la force de l'ATNUTO a effectué des opérations de sécurité sur l'ensemble du territoire, appuyé les activités d'autres composantes, notamment la police, aidé à acheminer les secours en nature dans des régions reculées et fourni des soins médicaux à la population civile.

52. La situation en matière de sécurité a été généralement stable. Toutefois, de la fin de février à la mi-mars, les positions militaires de l'ATNUTO à proximité de la frontière ont essuyé le feu des milices opérant à partir du Timor occidental qui ont fait quatre incursions importantes dans le pays. Suite à ces attaques, le commandant de la force de l'ATNUTO et le directeur des affaires politiques se sont rendus à Jakarta où ils se sont entretenus avec le Ministre des affaires étrangères et le chef des forces armées. Ces entretiens ont eu pour résultat que les forces armées indonésiennes se sont engagées à redoubler d'efforts pour assurer la sécurité le long de la frontière et empêcher les milices de s'infiltrer au Timor oriental. Le 11 avril, le commandant de la force de l'ATNUTO et le commandant des

forces armées indonésiennes au Timor occidental ont signé un mémorandum d'accord concernant la coordination tactique dans la zone frontière aux fins de renforcer la coopération. Les forces armées indonésiennes ont mis en place à la frontière un deuxième bataillon et un quartier général de brigade.

53. Après quoi, la situation dans la zone frontière a été plus calme. Toutefois, le 28 mai, un poste de l'ATNUTO a fait l'objet d'une attaque à la grenade au cours de laquelle un soldat australien a été blessé, et une autre attaque a eu lieu le 21 juin. Le 24 juillet, une patrouille de l'ATNUTO, qui menait une enquête sur une incursion transfrontière signalée dans le district de Cova Lima, a essuyé le feu d'armes automatiques. Un soldat néo-zélandais a été tué. Une enquête est en cours. On a également signalé des tirs épisodiques le long de la frontière, en particulier dans le nord du pays.

54. Depuis octobre 1999, les troupes des Forces armées de libération nationale du Timor oriental (FALINTIL) se trouvent cantonnées dans le district d'Aileu. La pénibilité des conditions de vie, le manque de fournitures et l'absence de clarté quant au rôle actuel et futur de ces troupes ont eu pour résultat qu'on s'est inquiété récemment de la discipline et du moral des troupes. Un certain nombre de membres des FALINTIL a été envoyé en congé dans les foyers, ce qui a permis de ramener de 1 000 en octobre à moins de 500 aujourd'hui le nombre de personnes se trouvant dans la zone de cantonnement. L'ATNUTO a alloué un montant de 100 000 dollars des États-Unis provenant du budget consolidé du Timor oriental pour nourrir pendant deux mois le personnel des FALINTIL et les personnes qui sont à leur charge.

55. L'effectif actuel de la composante militaire de l'ATNUTO comprend 8 032 hommes tous grades confondus, y compris 198 observateurs militaires, fournis par les pays ci-après : Australie (1 542), Bangladesh (572), Bolivie (2), Brésil (81), Canada (3), Chili (33), Danemark (2), Égypte (83), États-Unis d'Amérique (4), Fédération de Russie (2), Fidji (188), France (6), Irlande (44), Jordanie (720), Kenya (252), Malaisie (32), Mozambique (12), Népal (168), Nouvelle-Zélande (675), Norvège (6), Pakistan (804), Pérou (23), Philippines (623), Portugal (759), République de Corée (444), Royaume-Uni (4), Singapour (24), Suède (2), Thaïlande (919), Turquie (2) et Uruguay (1). Le 21 juillet, le général de corps d'armée Boonsrang Niumpradit (Thaïlande) a remplacé le général de corps

d'armée Jaime de los Santos (Philippines) comme commandant de la Force.

56. Lorsque des plans ont été établis l'an dernier pour la composante militaire de l'ATNUTO, on envisageait de mettre en place une force suffisamment robuste pour qu'on ne la provoque pas après qu'elle eut repris le flambeau de l'INTERFET. On envisageait de réduire l'effectif de la force si la situation demeurait stable, ce qui s'est avéré être le cas, spécialement dans le secteur oriental. Compte tenu également du fait que la police est devenue plus compétente, on envisage de réduire l'effectif dans ce secteur où il passerait de 1 850 hommes aujourd'hui à 500 hommes, soit l'effectif d'un bataillon, d'ici à la fin de janvier 2001.

57. Les observateurs militaires ont assuré une présence des Nations Unies dans les districts avant que les composantes militaire et civile aient été complètement déployées. Leurs effectifs vont être à présent ramenés à 150, et une nouvelle réduction devrait intervenir plus tard. Les observateurs militaires continuent de jouer un rôle important en matière de liaison, spécialement avec les forces armées indonésiennes et les FALINTIL.

58. Au départ, le Timor oriental ne devait pas disposer de forces armées, sauf le personnel de sécurité associé à la police. Le CNRT a, dans un premier temps, appuyé cette façon de voir, compte tenu des ressources limitées du pays. Puis, il a changé d'avis et il plaide aujourd'hui pour la création d'une force de sécurité nationale, dont le socle serait fourni par les membres des FALINTIL. Il appartiendra, bien entendu, au Timor oriental de trancher la question après l'indépendance. Toutefois, les dirigeants du CNRT considèrent la création d'une telle force comme indispensable dans la transition vers l'indépendance, de façon à permettre au Timor oriental de monter la garde à ses frontières lorsque l'ATNUTO partira. Avec l'appui financier du Royaume-Uni, une équipe constituée par le King's College (Londres), réalise actuellement une étude portant sur la défense future du Timor oriental, les besoins en matière de sécurité et leurs implications pratiques et financières. Cette étude devrait être terminée au mois d'août, ce qui permettra ensuite d'instituer un large débat sur ses recommandations.

VII. Affaires humanitaires

59. La composante action humanitaire et réhabilitation d'urgence de l'ATNUTO joue un rôle central dans

la coordination des activités humanitaires, en assurant la direction des opérations et une liaison étroite avec toutes les parties intéressées. On a continué d'organiser régulièrement des réunions aux niveaux central et de district, ainsi que des réunions hebdomadaires de groupes sectoriels (dont certains sont coordonnés par la composante gouvernance et administration publique), afin d'assurer que l'action des organismes humanitaires s'étend à tout le pays. On a créé un centre de coordination pour appuyer les organisations non gouvernementales et, surtout, pour renforcer les capacités des organisations locales. Le centre est désormais géré par des Timorais, avec le soutien de l'ATNUTO.

60. Le Programme alimentaire mondial coordonne l'appui logistique à l'action humanitaire depuis octobre 1999, dans un premier temps avec l'aide d'INTERFET, ensuite avec celle de la composante militaire de l'ATNUTO et d'autres institutions des Nations Unies. Depuis septembre 1999, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales sont parvenus à distribuer dans tout le pays 35 000 tonnes de vivres. Les distributions de vivres générales, qui ont permis d'éviter la catastrophe, ont été remplacées par des distributions ciblées (groupes vulnérables, écoles, mesures d'incitation au travail).

61. Au cours de la « phase 2 », la fourniture de matériaux pour la construction d'abris (semi-permanents) a été retardée du fait que les livraisons avaient elles-mêmes subi des retards, d'une saison des pluies prolongée et de la détérioration du réseau routier. Bon nombre de sous-districts ont été coupés des entrepôts centraux. La distribution de matériaux de construction s'est accélérée : 13 500 unités de logement préfabriquées (sur les 35 000 prévues) ont été distribuées par le HCR et ses partenaires. Dix mille autres unités ont été distribuées par d'autres organismes humanitaires. La poursuite du programme de logement demeure de la plus haute priorité, et la livraison de matériaux de construction s'étendra sur six mois supplémentaires, soit jusqu'à la fin de l'année 2000. Du bois de construction a été importé afin d'atténuer l'impact de la reconstruction sur l'environnement du Timor oriental.

62. La situation au Timor oriental s'est quelque peu améliorée, et la période de crise aiguë est considérée comme dépassée. L'accent est désormais mis sur la reconstruction et la réhabilitation. Une enquête menée dans tout le pays sur les opérations humanitaires a permis de conclure que l'assistance humanitaire avait été fournie en temps voulu et de façon efficace. Un

enseignement que l'on a pu tirer était qu'il fallait améliorer la consultation avec les bénéficiaires de ces opérations et les notables locaux. Cette enquête a également permis de rendre compte aux donateurs, à titre préliminaire, de l'utilisation de tous les fonds dépensés au cours de la période d'octobre 1999 à avril 2000. Soixante-dix-neuf pour cent des 150 millions de dollars reçus ont été dépensés, dont 59 % au titre de l'assistance alimentaire, du rapatriement des réfugiés et du programme d'abris. Les ressources ont été équitablement réparties entre les 13 districts du Timor oriental, à l'exception du district de Dili, qui a reçu une part plus importante.

VIII. Observations

63. Lorsque j'ai rendu compte au Conseil de sécurité en janvier dernier, l'ATNUTO avait à peine démarré et s'efforçait de se doter des capacités voulues pour progresser aussi vite que possible sur de nombreux fronts. Aujourd'hui, bien qu'elle n'ait pas atteint la capacité autorisée, l'ATNUTO peut s'estimer satisfaite du travail accompli : elle a contribué à atténuer la crise humanitaire, déclenchée par les violences et les destructions qui ont suivi le référendum l'année dernière; elle a rétabli des conditions de sécurité; elle a jeté les bases d'une administration efficace et, surtout, elle a su instaurer une relation de confiance et de respect mutuels avec les Timorais.

64. Les six mois qui viennent de s'écouler ont fait apparaître clairement à quel point la tâche entreprise par les Nations Unies au Timor oriental tenait de la gageure. C'est la première fois que l'Organisation s'attelle à la tâche de construire et gérer un État. De plus, elle n'a pas eu l'occasion de se préparer à ce nouveau type de mandat : l'équipe des Nations Unies au Timor oriental a dû être constituée dans la précipitation et manque encore de connaissances spécialisées dans un certain nombre de domaines.

65. La relation entre l'ATNUTO et les Timorais est évidemment cruciale pour la réalisation du mandat. Alors que la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité donne pleins pouvoirs à l'Organisation, mon Représentant spécial a, à juste titre, décidé de n'agir qu'en consultation très étroite avec les Timorais et avec leur consentement. La nomination de Timorais à la tête des départements est une étape de plus vers le partage des responsabilités politiques.

66. L'ATNUTO a maintenu des contacts étroits avec les différents groupes politiques, notamment avec le CNRT et son Président, M. Xanana Gusmão, dirigeant timorais le plus respecté, qui jouit d'une grande autorité personnelle. Les signes d'intolérance à l'égard des autres groupes politiques qui se sont manifestés ces dernières semaines au sein de ce parti sont préoccupants. Je veux croire que le CNRT défendra la liberté politique pour laquelle il a lutté et fera tout pour encourager une participation aussi large que possible au processus politique, ce que la création du Conseil national devrait également promouvoir.

67. La meilleure façon d'assurer un avenir au Timor oriental consiste à instaurer des relations saines avec des pays de la région, en particulier avec l'Indonésie, son voisin le plus proche. De grands progrès ont été accomplis à cet égard, notamment grâce aux efforts personnels du Président Wahid et de M. Gusmão. Cependant, les questions non résolues des réfugiés du Timor oriental au Timor occidental, de l'activité des milices favorables à l'intégration, qui exercent un contrôle sur les réfugiés, et des incursions continues de groupes basés au Timor occidental sont très préoccupantes, comme en témoigne l'incident au cours duquel un soldat des Nations Unies a été abattu. Je compte que les autorités indonésiennes prendront les mesures qui s'imposent pour contrôler la situation.

68. Lorsque je me suis rendu au Timor oriental en février dernier, j'ai demandé à mon Représentant spécial de fixer des échéances afin de guider les activités de la Mission et d'atteindre les objectifs minimum qui donneront aux Timorais une base solide sur laquelle s'appuyer pour gouverner leur pays une fois que l'indépendance sera acquise. Les domaines clés sont les suivants : la sécurité au cours de la période de transition et les arrangements à prendre pour assurer la sécurité du Timor oriental lorsqu'il sera indépendant; la mise en place d'un système de justice crédible, dans le cadre duquel les droits de l'homme fondamentaux sont respectés; assurer la reconstruction des services et des infrastructures publiques à un niveau suffisant; mise en place d'une administration financièrement viable; gestion de la transition politique, dont le point culminant sera l'adoption d'une constitution et la tenue d'élections démocratiques.

69. Le dernier objectif est indubitablement le plus important puisqu'il suppose la mise en place d'un système politique en phase avec la population et d'une direction politique comptable de ses décisions. Les Ti-

morais sont de plus impatients d'assumer la responsabilité de leurs propres affaires et ne souhaitent pas que la transition soit trop longue. En fait, nombreux sont ceux qui espèrent réaliser l'indépendance d'ici à la fin de l'année prochaine, tout en sachant que le Timor oriental, qui est un des pays les moins développés du monde, aura besoin de l'appui international pendant un certain temps.

70. Enfin, je voudrais adresser mes vifs remerciements aux États Membres qui ont apporté leur appui à cette mission difficile en fournissant des contingents, du matériel et un appui financier. Je souhaite aussi rendre hommage à M. Vieira de Mello et à tous les membres de l'ATNUTO ainsi qu'à ceux des organismes et organisations qui ont contribué à l'effort général. Malgré des conditions difficiles, ils peuvent, et les Nations Unies avec eux, s'enorgueillir du travail accompli.